

Bulletin Mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Juin 2004

Les Principales Tendances

Situation des Charges et Ressources du Trésor

Au terme du premier semestre de l'exercice 2004, l'état d'exécution de la loi de finances est **satisfaisant**. Les principaux traits en sont les suivants:

* **Une hausse des recettes ordinaires** de 9% qui s'explique essentiellement par le niveau des recettes non fiscales en augmentation de 48%.

*

Recettes

* **Une performance de la fiscalité directe** (9%) qui a compensé la faiblesse des évolutions des droits de douanes (3%) et de l'enregistrement et timbre (3%) ainsi que celle des impôts indirects (1%).

*

Dépenses

* **Une augmentation des dépenses ordinaires** limitée au niveau raisonnable de 6% malgré l'importance du volume des paiements au titre du service de la dette intérieure, en hausse de 14%, et la hausse (8%) des dépenses relatives au personnel suite à l'entrée en application, en juin 2004, des revalorisations de salaires de certaines catégories de fonctionnaires.

*

Comptes Spéciaux du Trésor

* **Des dépenses d'investissement** qui sont en retrait de 3% et sont réalisées à hauteur de 50% du montant des crédits ouverts au titre de l'exercice 2004.

*

Dettes Publiques

* **Un solde positif** (9 MMDhs) des opérations initiées au titre des comptes spéciaux du trésor.

*

* **Une réduction considérable des arriérés de paiement** qui ne sont plus que de 0,9 MMDhs contre 2,7 MMDhs au début de l'exercice.

* **et des soldes, primaire et ordinaire, excédentaires respectivement de 14,2 MMdhs et 5,1 MMdhs** ainsi qu'un **excédent global du trésor** de l'ordre de 3,4 MMdhs.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(hors TVA des Coll. Locales)

En Millions de Dirhams	Juin 2003	LF 2004	Juin 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>50 238</u>	<u>107 245</u>	<u>54 632</u>	<u>51</u>	<u>9</u>
1.1- Recettes fiscales	43 868	83 268	45 860	55	5
- Impôts directs	18 167	33 230	19 760	59	9
- Impôts indirects	17 178	34 468	17 313	50	1
- Droits de douane	5 495	10 218	5 677	56	3
- Enregistrement et timbres	3 028	5 352	3 110	58	3
1.2- Recettes non fiscales	4 572	20 097	6 757	34	48
- Monopoles	3 008	5 676	5 173	91	72
- Domaine	84	178	106	60	27
- Autres recettes	1 480	2 243	1 478	66	0
- Privatisation	0	12 000	0	0	
1.3- Recettes de certains CST	1 798	3 880	2 015	52	12
- Fonds de soutien des prix	1 128	1 810	1 215	67	8
- Fonds spécial routier	670	2 070	800	39	19
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>46 801</u>	<u>100 439</u>	<u>49 539</u>	<u>49</u>	<u>6</u>
2.1- Biens et services	36 466	79 410	39 176	49	7
Personnel	25 957	53 567	27 968	52	8
Autres biens et services	10 509	25 843	11 208	43	7
2.2- Intérêts de la dette	8 628	17 629	9 117	52	6
Intérieure	7 110	14 548	8 087	56	14
Extérieure	1 518	3 081	1 030	33	-32
2.3- Compensation	1 707	3 400	1 246	37	-27
dont Fonds de soutien des prix	775	1 810	1 074	59	39
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>3 437</u>	<u>6 806</u>	<u>5 093</u>	<u>75</u>	<u>48</u>
4- INVESTISSEMENT	10 991	21 306	10 618	50	-3
dont Fds Routier	268	2 070	356	17	33
5- SOLDE DES CST	5 192	96	8 971		73
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>-2 362</u>	<u>-14 404</u>	<u>3 446</u>		<u>-246</u>
7- VARIATION INSTANCES	1 233		-1720		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.</u>	<u>-1 129</u>	<u>-14 404</u>	1 726		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	8 479	16 563	2 593		
- Adjudications	21 656		6 725		
- BDT à 6 mois	-514		145		
-Autres Emprunts	-4 820		-2 684		
- Dépôts au trésor	-5 935		4 382		
- Compte courant à BAM	600		-2 297		
-Autres Opérations	-2 508		-3 678		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-7 350	-2 159	-4 319		
- Tirages et dons	586	6 203	893		52
- Amortissement	7 936	8 362	5 212		-34



RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Juin 2003	LF 2004	Juin 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>43 868</u>	<u>83 268</u>	<u>45 860</u>	<u>55</u>	<u>5</u>
Impôts Directs	18 167	33 230	19 760	59	9
Impôts des patentes	230	300	215	72	-6
Impôt sur les sociétés	8 536	12 858	9 687	75	13
I.G.R	9 012	19 337	9 472	49	5
Taxe urbaine	54	80	57	71	5
Majorations de Retard	212	620	206	33	-3
Autres Impôts directs	124	35	123	351	-1
Droits de Douane	5 495	10 218	5 677	56	3
Impôts Indirects	17 178	34 468	17 313	50	1
T.I.C	8 290	15 369	7 013	46	-15
- Tabacs manufacturés	2 980	5 424	2 457	45	-18
- Produits énergétiques	4 749	8 849	3 975	45	-16
- Autres	561	1 096	581	53	4
TVA	8 888	19 099	10 300	54	16
- Intérieure	3 950	8 913	4 667	52	18
- à l'importation	4 938	10 186	5 634	55	14
Droits d'Enregistrement & de Timbres	3 028	5 352	3 110	58	3
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>4 572</u>	<u>20 097</u>	<u>6 757</u>	<u>34</u>	<u>48</u>
Produits de Domaine	84	178	106	60	27
Produits des monopoles	3 008	5 676	5 173	91	72
Recettes des Privatisations	0	12 000	0	0	
Fonds de Concours	107	0	134		25
Rec. en Atténuation de Dépenses	387	551	371	67	
Autres Produits	986	1 692	973	57	-1
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>1 798</u>	<u>3 880</u>	<u>2 015</u>	<u>52</u>	<u>12</u>
- Fonds de soutien des prix	1 128	1 810	1 215	67	8
- Fonds spécial routier	670	2 070	800	39	19
<u>RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>50 238</u>	<u>107 245</u>	<u>54 632</u>	<u>51</u>	<u>9</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

L'exécution du budget 2004 s'est déroulée dans un contexte favorable des finances publiques tant par rapport à l'exercice précédent que par rapport aux prévisions de la loi de finances. Ces résultats sont à apprécier tant par le niveau des différents soldes budgétaires et le rythme d'évolution des recettes que par la maîtrise des dépenses.

Ainsi, la situation des charges et ressources du trésor, arrêtée provisoirement à fin juin 2004, se caractérise par une hausse notable (9%) des recettes ordinaires, un taux de progression modérée (6%) des dépenses ordinaires et un excédent global évalué à 3,4 MMDhs ayant permis l'apurement de 1,7 MMDhs d'arriérés de paiement du trésor.

De plus, malgré la persistance d'un solde négatif des opérations de financement extérieur, il n'a fallu mobiliser les moyens de financement interne qu'à hauteur de 2,6 MMDhs.

I - LES RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires réalisées à fin juin 2004 se sont établies à 54,6 MMDhs, soit une hausse de 9% et un taux de réalisation de 51%. Cette évolution résulte de la forte croissance des recettes non fiscales (48%), particulièrement celles provenant des monopoles (72%)

I-1) LES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales, bien que réalisées à hauteur de 55% des prévisions, n'ont connu qu'une augmentation d'à peine 5% en raison de la faiblesse, voire de la stagnation, des recettes d'impôts indirects (1%), de droits de douanes (3%) et de l'enregistrement et du timbre (3%) .

Ainsi, les recettes d'*impôts directs* ont atteint 19,8 MMDhs, soit un taux de réalisation de 59% et une hausse de 9% par rapport à fin juin 2003.

Cette performance est imputable essentiellement aux versements au titre de l'IS qui ont atteint 9,7 MMDhs, soit une hausse de 13% par rapport à fin juin 2003.

Il est à signaler que les recettes de l'IS sont toujours dominées par les versements effectués au titre des activités liées aux télécommunications et au secteur bancaire.

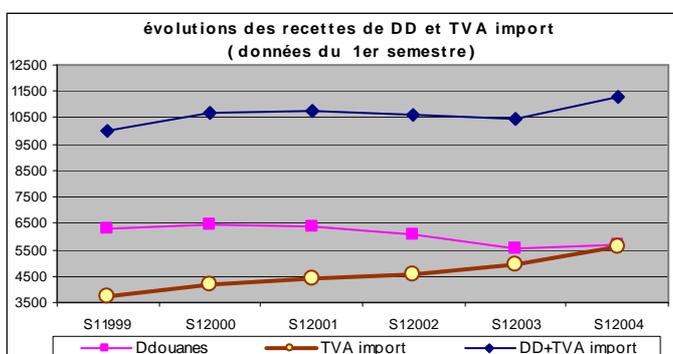
DECOMPOSITION DES RECETTES AU TITRE DE L'IGR

	2003	2004	Evolution En %	Structure IGR 2004
IGR TOTAL	9001	9471	5,2	100,0
1- RETENUES SALARIALES	7214	7691	6,6	81,2
dont :				
* IGR PPR	2762	3168	14,7	33,4
* AUTRES RETENUES	4452	4523	1,6	47,8
2- AUTRES	1787	1780	-0,4	18,8

Le volume total des recettes de *l'impôt général sur les revenus* s'élève à 9,5 MMDhs contre 9,0 MMDhs à fin juin 2003, soit une hausse de 5%. Il se réparti en : retenues salariales du secteur étatique (33%), retenues salariales du secteur privé et semi-public (48%) et autres catégories: TTPRF/IGR, TPI/IGR, IGR sur rôles (19%).

La hausse de 5 % de l'IGR est le résultat essentiellement de l'évolution des retenues PPR (14,7%) sachant que les retenues du privé n'ont augmenté que de 1,6 % à fin juin 2004.

En ce qui concerne les recettes de *droits de douanes*, bien qu'elles aient augmenté de 3%, elles continuent à ressentir l'effet de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire qui se traduit, globalement, par une tendance à la baisse au fil des années. Aussi, l'examen des données relatives à la période allant de janvier 1999 à juin 2004 laisse apparaître un trend baissier net et continu.



Toutefois cette tendance à la baisse s'est traduite, comme attendu, par une reprise des recettes de la TVA à l'importation. En effet, l'accroissement annuel moyen est de 7,2% sur les 4 dernières années 2000-2003. A fin juin 2004, lesdites recettes se sont appréciées de 14% par rapport à fin juin 2003.

EVOLUTION 1er SEMESTRE (1999-2004)

1er Semestre	S1 1999	S1 2000	S1 2001	S1 2002	S1 2003	S1 2004
DD	6293	6453	6395	6083	5505	5683
TVA import	3744	4216	4402	4539	4938	5635
TOTALt	10037	10669	10797	10622	10443	11318

EVOLUTION ANNUELLE (1999-2003)

ANNEES	1999	2000	2001	2002	2003
DD	12583	12838	12435	12212	10671
TVA import	7705	8622	8843	9236	10157
TOTAL	20288	21460	21278	21448	20828



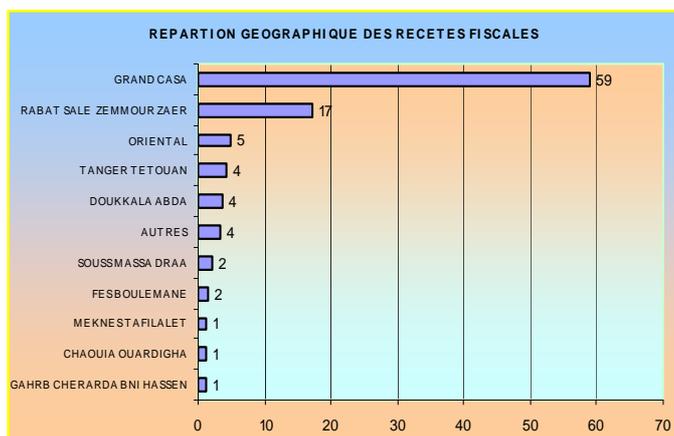
Si l'augmentation des recettes de la TVA à l'importation a compensé amplement les baisses successives des droits de douanes au cours des dernières années, elle a contribué au terme des 6 premiers de 2004, conjointement à la TVA à l'intérieur en hausse de 18%, à compenser les diminutions enregistrées au niveau des TIC sur tabacs (18%) et sur produits énergétiques (16%). De ce fait, les recettes de la fiscalité indirecte n'ont augmenté qu'à peine de 1%.

L'amélioration des recettes de la TVA à l'intérieur s'explique principalement par l'importance des versements effectués par IAM, dont le montant a doublé, Barid-Al-Maghrib et la régie des tabacs.

Les droits d'enregistrement et de timbre se sont améliorés de 3% par rapport à l'exercice précédent, soit moins que le taux prévu initialement par la loi de finances. Cette atonie apparente de cette nature de recettes s'expliquerait, entre autres par le retard pris dans l'application de mesures prévues dans la loi de finances 2004 et il faudra, attendre la fin de l'exercice pour en juger l'évolution.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales selon les 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus 75% des recouvrements sont effectués et ce, en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et de services au niveau desdites régions.



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

Le montant des **recettes non fiscales** est de 6,8 MMDhs à fin juin 2004, soit 48% de plus que l'année dernière. Cette augmentation s'explique par l'importance de versements au titre des monopoles, particulièrement les dividendes provenant d'IAM (3,4 MMDhs contre 1,1 MMDhs l'année précédente).

	Jun 2003	L.F. 2004	Jun 2004	Evol	Structure 04
BAM	1 399	1 649	1 375	-2	27
CDG		400			
ONT	110	20		-100	
IAM	1 175	1 270	3 380	187	65
ANCFCC		400	100		2
OCP	278	1 278	305	10	6
AUTRES	45	659	11		
TOTAL	3 007	5 676	5 171	72	100,0

Les recettes non fiscales intègrent aussi:

- i) les recettes en atténuation de dépenses dont le montant est de 371 MDhs, provenant des plus-values sur adjudications par assimilation,
- ii) les fonds de concours pour 134 MDhs,
- iii) les redvances gazoduc: 344 MDhs,
- iv) les intérêts sur placements et avances (182 MDhs)

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Au vu des *données provisoires* arrêtées à fin juin 2004, les **recettes brutes** réalisées au titre des impôts et taxes émis **par voie de rôles** (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) ont atteint 6,1 MMDhs contre 5,4 MMDhs à fin juin 2003 soit une augmentation de 13,0 %. Ces recouvrements ont porté autant sur les émissions des antérieures que sur celles de la gestion courante (50%).

S'agissant des **dépenses sur impôts et taxes** (annulations et restitutions), elles ont atteint 2,3 MMDhs contre 1,6 MMDhs à fin juin 2003, soit une hausse de 49%. Ces "dépenses" ont porté essentiellement sur la TVA (1 MMDhs) et l'IS (0,6 MMDhs).

	fin juin 2003			fin juin 2004			Evol. En %
	Annul.	Rest.	Total	Annul.	Rest.	Total	
TVA	234	503	737	502	503	1 005	36
IS	137	248	385	372	248	620	61
IGR	88	9	97	164	9	173	78
AUTRES	323	19	342	513	19	532	56
TOTAL	782	779	1 561	1 551	779	2 330	49



II - LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Les émissions des dépenses imputées au **budget général** de l'Etat ont atteint près de 71 MMDhs, soit un taux d'exécution de 47% et une hausse de 4% par rapport à l'année précédente. Elles sont réparties entre fonctionnement (56%), dette (30%) et l'investissement (14%).

Le taux d'exécution des crédits alloués au titre de l'investissement est relativement faible mais les différents départements devraient accélérer le rythme de consommation de leurs crédits au cours du second semestre de l'exercice.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL						
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.	structure
TOTAL	68 709	150 647	71 411	47	4	100,0
FCT	37 728	81 047	39 659	49	5	55,5
INV	10 723	27 974	10 115	36	-6	14,2
dont reports		8 779				
DETTE PUBL.	20 258	41 626	21 637	52	7	30,3

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement du **budget général** sont en hausse de 5% par rapport à fin juin 2003, sous l'effet conjugué des augmentations des dépenses de personnel (8%), des dépenses de matériel (5%) et celles relatives aux subventions et transferts (15%).

Une part importante des dépenses de matériel est allée aux subventions et transferts initiés par les différents départements ministériels. Quant aux dépenses au titre des charges communes, elles se sont établies à 1,8 MMdhs et ont bénéficié principalement à la CMR sous forme de subventions (1,2 MMDhs).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.
TOTAL	37 728	81 047	39 659	49	5
Personnel	25 957	53 567	27 968	52	8
Matériel	9 234	15 067	9 678	64	5
Subv /Trsfirts (Charges Communes)	1 605	6 965	1 841	26	15
Compensation	932	1 590	172	11	-82
Dép imprévues		3 858		0	

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits disponibles pour l'exercice 2004 sont évalués à 27,9 MMDH, dont 19,2 MMDhs de crédits nouveaux et 8,8 MMDhs de reports. Ils ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 36%, soit un montant de 10,1 MMDhs réparti entre les subventions et transferts (6,9 MMDhs) d'une part, et les projets initiés directement par les départements ministériels (3,1 MMDhs) d'autre part.

Millions de Dhs	Jun 03	L.F. 2004	Jun 04	Taux	Evol %
TOTAL	10 723	27 974	10 115	36	-6
1- Investissements directs	3 048	12 561	3 129	25	3
2- Subventions et transferts	7 675	15 413	6 986	45	-9
a- Subventions & transferts sur Charges Communes	3 591	6 484	2 660	41	-26
-Dette des Établissements Publics	1 565	1 531	1 524	100	-3
-Augmentation du capital des établissements publics	464	960	0	0	-100
-Concours divers	1 323	3 443	943	27	-29
-Ristournes d'intérêt & risque de change	239	550	193	35	
b-Autres subventions (Ministères)	4 084	8 929	4 326	48	6

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères

Plus de la moitié (1,5 MMdhs) des subventions et transferts sur charges communes a été consacrée à la dette des établissements publics et moins d'1 MMdhs aux concours divers.

II-2) LES INSTANCES

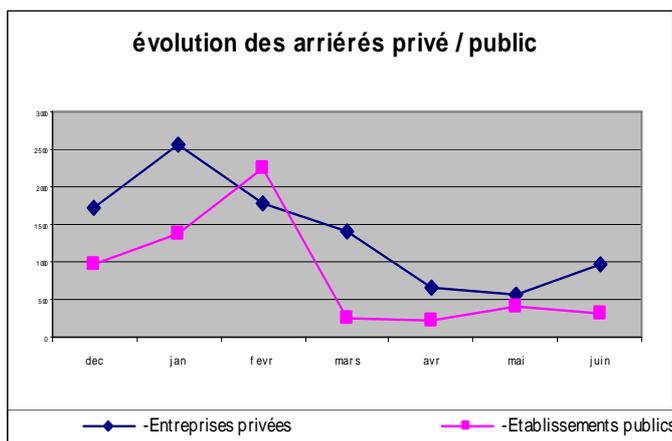
Le montant global des règlements effectués par les services centraux du Trésor à fin juin 2004 s'élève à 108,7 MMDhs dont 55% au titre de la dette, 35% au titre du fonctionnement, 4% au titre de l'investissement et 6 % au titre des comptes spéciaux du Trésor.

	Règlements	Structure en %
Fonct	38 532	35
Invest	4 223	4
CST	6 209	6
Dette	59 744	55
Total	108 708	100



Quant aux instances de visa et de règlement, elles sont passées de 2,7 MMDhs à fin décembre 2003 à 0,98 MMDhs à fin juin 2004, soit une diminution de 1,7 MMDhs. Cette évolution traduit la volonté du Trésor de réduire ses arriérés de paiement à l'égard de ses partenaires, elle a été permise par la situation encourageante des finances publiques. Au terme du premier semestre 2004

BENEFICIAIRES	fin Déc 03	Jun 04
I - FONCTIONNEMENT	1488	388
-Entreprises privées	1055	362
-Etablissements publics	433	26
II - INVESTISSEMENT	521	310
-Entreprises privées	335	310
-Etablissements publics	186	0
III - COMPTES SPECIAUX	700	291
-Entreprises privées	337	291
-Etablissements publics	363	0
TOTAL	2709	989



II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai d'ordonnancement, correspondant à la période qui sépare la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est en moyenne de 218 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements de la pêche, de l'éducation nationale, de l'industrie et des affaires étrangères.

Quant au délai de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la Trésorerie Principale et la date de son règlement, il est en moyenne de 40 jours à fin juin 2004 contre 70 jours un an auparavant.

III -LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du premier semestre de l'exercice 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 17,5 MMDhs, soit un taux de réalisation de 73% des prévisions. Ces recettes concernent pour plus des 3/4 les comptes d'affectation spéciale, notamment le compte "part des collectivités locales dans le produit de la TVA".

Pour leur part, les dépenses ont atteint 7,9 MMDhs, soit 33% des plafonds de charges autorisés, et ont concerné les catégories des comptes d'affectation spéciale (72%) et des comptes de dépenses sur dotations (28%).

Ainsi, le solde dégagé par l'ensemble des comptes spéciaux du trésor à fin mai s'est établi à 9,6 MMDhs. En raison essentiellement du rythme d'évolution des recettes afférentes aux principaux comptes d'affectation spéciale et les comptes de dotation ainsi qu'au retard d'exécution des dépenses prévues au titre de certains CST.

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 04	Jun 04	Taux	LF 04	Jun 04	Taux
C.A.S.	19 019	13 608	72	19 019	5 688	30
Part TVA des C L	8 185	4 414	54	8 185	2 165	26
Soutien p. alim.	1 810	1 215	67	1 810	1 074	59
Fds spécial routier	2 070	800	39	2 070	356	17
Fds dév. agricole	600	476	79	600	60	10
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	250	44	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	576	83	697	103	15
Autres	5 090	5 876	115	5 090	1 931	38
CPTES DE PRETS	338	152	45	180	13	7
Dpses sur Dotations	4 681	3 775	81	4 681	2 254	48
A.D.N	4 600	3 266	71	4 600	1 891	41
AUTRES CST	8	11	138	70	34	49
TOTAL	24 046	17 546	73	23 950	7 989	33

IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin juin 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 34,6 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 95% en raison essentiellement du niveau des recettes réalisées au titre de la dette intérieure qui s'établissent à 33,9 MMDhs, soit 107% des prévisions de la LF 2004.

RECETTES D'EMPRUNT	LF 2004	Jun 04	Taux Réal.
Total	36 580	34 584	95
Extérieur	4 780	601	13
Intérieur	31 800	33 983	107

Le montant des crédits ouverts au titre des dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée a été réalisé à hauteur de 52%, soit 12,5 MMDhs réparties à raison de 3,4 MMDhs pour la dette extérieure et 9,1 MMDhs pour la dette intérieure.



Millions de Dhs	Jun_03	LF 2004	Jun 04	Réal en %	Evol en %
Total	20 238	41 627	21 637	52	7
Amortissement	11 630	23 998	12 520	52	8
D. extérieure	5668	8 362	3 397	41	-40
D. intérieure	5962	15 636	9 123	58	53
Intérêts et Commissions	8 608	17 629	9 117	52	6
D. extérieure	1518	3 081	1 030	33	-32
D. intérieure	7090	14 548	8 087	56	14

Les charges en intérêts de la dette directe du Trésor, s'élèvent, pour leur part, à 9,1 MMDhs, dont 89% au titre de la dette intérieure. Ils sont en augmentation de 6% par rapport à fin juin 2003.

IV-2) DETTE HORS BUDGET

Au terme du premier semestre 2004, les opérations de la dette extra-budgétaire ont généré un flux net négatif de 20,1 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 20,6 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des opérations réalisées sur le marché des adjudications (bons < 2 ans).

2) du flux net positif de 0,5 MMDhs dégagé par la dette extérieure hors budget.

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	17 986	38 107	-20 121
A-Dette Intérieure	15 615	36 292	-20 677
Bons Adju (=ou< 2 ans)	12 043	32 865	-20 822
Bons du Trésor à 6 mois	3 572	3 427	145
B-Dette Extérieure	2 371	1 815	556
Crédits Fournisseurs étrang.	503	302	201
Aide Balance des Paiem	0	1	-1
Blé Français	20	162	-142
Blé Américain	0	29	-29
Fonds monétaire arabe	0	330	-330
Comptes rééchelonnement	1 798	991	807
Fonds Hispano Marocain	50	0	50

IV-3) ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 299,8 MMDhs, dont 71% au titre de la dette intérieure ; Celle-ci enregistre une légère augmentation de 2% par rapport à fin décembre 2003.

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Juin 04	Evol (%)
TOTAL	297 912	299 858	1
Dettes extérieures	88 316	86 076	-3
Dettes intérieures	209 596	213 782	2
dont :			
Adjudications	197 101	203 826	3
E.Oblig & Conv.	7 926	6 126	-23
Emp. Nationaux	730	0	-100
BT à 6 mois	3 056	3 201	5
Jeunes Promot.	480	330	-31
Autres	303	299	-1

Les bons du trésor émis par voie d'adjudication représentent à eux seuls, 95% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 3% par rapport à fin Décembre 2003. Par maturité, le montant global des bons du trésor se répartit comme suit:

En MDhs	REPARTITION ES BDT SELON LES MATURITES			
	Déc 2003	Juin 2004		
		Souscriptions	Remboursements	Encours
13 semaines	700	320	1 000	20
26 semaines	5 210	992	5 210	992
52 semaines	17 621	7 947	14 688	10 881
2 ans	26 942	2 784	11 967	17 760
5 ans	69 155	19 171	4 669	83 657
10 ans	48 521	7 592	1 755	54 358
15 ans	28 927	7 098	0	39 026
20 ans	24	110	0	134
TOTAL	197 100	46 014	39 288	203 826

